

MELANGE DES GENRES ET RAISON DES EFFETS

Ph. COUTY

Economiste, France

Responsable du GP "Institutions et pratiques de développement"

Je vais me risquer à poser des questions dénuées d'originalité et peut-être insolubles. En premier lieu, qu'entendons-nous par ce terme de "développement" que l'on a osé glisser dans le sigle qui désigne à la fois notre Institut et notre Département ? Ensuite, en quoi les disciplines scientifiques que nous essayons de pratiquer nous mettent-elles en mesure de dire des choses neuves, intelligibles, utiles peut-être, sur l'ensemble de phénomènes que recouvre ce terme énigmatique ou sur une partie seulement de cet ensemble ?

Il va de soi que je ne vais pas traiter le sujet à fond, mais seulement l'aborder, en me permettant, pour faire court, de reprendre en partie divers textes où je me suis exprimé plus longuement.

I

Si l'on est économiste, pourquoi ne pas se contenter d'admettre, avec Ph. Hugon (1989) qu'on entend par développement les changements structurels accompagnant un accroissement de la productivité du travail dont la finalité diffère selon les sociétés ? Pourquoi ne pas s'en tenir aux quatre indicateurs de base utilisés pour évaluer un processus de développement (1), à savoir : le PIB, indice de monétisation d'un système et de dimension du marché ; la concentration des revenus et son évolution ; la productivité ; le taux d'accroissement et l'amélioration des ressources humaines ? Pourquoi, pendant que nous y sommes, ne pas suivre Sen (1988) quand il reconnaît que le PNB par tête ne mesure que certains des éléments entrant dans le concept de développement, quand il introduit un principe de classement fondé sur la gamme des choix de "fonctionnement" ouverts aux individus, et enfin quand il affirme que malgré l'hétérogénéité des cultures, il existe un large accord sur le caractère objectivement préférable et préféré de certaines situations.

Nous voilà rassurés : le mot "développement" aurait un sens universel. Pour confirmer cette bonne nouvelle, Sen ajoute (et je l'ai cru sur parole), que les techniques modernes d'"intersection" permettent d'identifier sans peine les changements objectivement supérieurs à d'autres. Soit. N'empêche que, sans vouloir tout remettre en question, on peut éprouver l'envie de compliquer un peu les choses. Nous savons trop qu'il est vain d'isoler la composante économique du mouvement social qui la porte, et nous nous rendons compte que, même temporaire, l'opération comporte des dangers si elle nous conduit de proche en proche à préférer le mesurable (le "scienti-

(1) Soigneusement distingués, par le même auteur, des indicateurs de croissance.

fique" ?) à ce qui ne l'est pas, à "prendre les chiffres pour des faits" (Chambers 1990 : 94), à contempler ces pseudo-faits sans analyser le faire dont ils sortent, à ne pas chercher ce que Pascal appelait la raison des effets.

Allons plus loin. Où vous voyez du "développement", je n'arrive à voir, pour ma part, qu'un faisceau de changements contradictoires dont le seul trait commun est de provoquer, au deuxième degré pour ainsi dire, un changement dans ... les critères d'évaluation du changement. L'augmentation du PNB par tête où nous voulons voir le nec plus ultra du progrès bouleverse notre système de préférences. Nietzsche l'avait dit dans *La Volonté de Puissance* : "Tout progrès comporte une réinterprétation en bien des éléments renforcés". Celui qui s'enrichit matériellement ne peut pas ne pas trouver de plus en plus agréable, souhaitable, indispensable de continuer à s'enrichir ; quitte bien sûr à fermer les yeux sur les coûts de cet enrichissement, surtout s'ils sont supportés par d'autres ou s'ils ne se manifestent que beaucoup plus tard. Il est tentant et facile d'oublier que, comme l'a un peu longuement démontré l'impérissable Azaïs, "tout est compensé" (2). Bref, le "développement" tel que vous l'entendez crée sa propre dynamique d'approbation, de célébration et d'accélération, dont les économistes sont prisonniers comme les poissons dans l'eau de leur bocal.

Alors, puisqu'on nous invite à la pluridisciplinarité, puisqu'on a créé des départements et des unités de recherche pour la faciliter, ne nous privons pas de mélanger les genres avec bonne conscience. Osons reconnaître que l'histoire des sociétés déborde irrésistiblement de la partition économique où on veut la lire et la jouer. Ce n'est alors même plus par-dessus le mur du jardin de ma discipline que j'ai envie de regarder, mais vers le haut, dans l'atmosphère commune que respirent tous les chercheurs, à quelque paroisse qu'ils appartiennent :

Penser consiste à reconstituer et, naturellement, c'est avec des éléments donnés, stables par conséquent, que nous reconstituons. De sorte que nous avons beau faire, nous pourrions imiter, par le progrès indéfini de notre addition, la mobilité du devenir, mais le devenir lui-même nous glissera entre les doigts quand nous croirons le tenir. Justement parce qu'elle cherche toujours à reconstituer, et à reconstituer avec du donné, l'intelligence laisse échapper ce qu'il y a de nouveau à chaque moment d'une histoire. Elle n'admet pas l'imprévisible. Elle rejette toute création... L'intelligence est caractérisée par une incompréhension naturelle de la vie (Bergson 1983 : 164 et 166).

Cette contradiction fondamentale entre le développement (ou le devenir) et le projet de rendre compte du développement est admirablement analysée par un autre philosophe, l'Italien Michelstaedter : si nous parve-

(2) Couty 1987

nions à la plénitude du social réfléchi, si la vie "se possédait ici et maintenant entièrement", si elle ne manquait de rien et surtout pas de la connaissance d'elle-même, alors elle ne continuerait pas, elle cesserait d'être vie (Michelstaedter 1982 : 42).

Ce genre de réflexion conduit inévitablement à trouver déficiente toute représentation - forcément appauvrie - des enchaînements hasardeux et des ruptures violentes que vous appelez "développement". Le jugement sera encore plus réservé si nous considérons la représentation particulièrement restreinte et sélective qui se réclame d'un savoir vicié et disqualifié par son adhésion persistante à une norme inacceptable d'utilité anthropocentrique : le savoir économique.

La norme en question veut qu'en matière d'affectation des ressources rares, le choix - et le jugement sur le choix - s'effectue du seul point de vue et au seul avantage de l'agent humain, placé de la sorte au centre d'un univers créé à son usage. On trouve l'origine de ce principe dans la Bible, au 9ème chapitre de la Genèse (1-3), mais ses conséquences dévastatrices sont modérées ou corrigées par le "Tu ne convoiteras pas" du Deutéronome (V, 21). Chez Spinoza en revanche, l'idée que la planète entière est à la disposition et au service de l'homme trouve une expression radicale (3) et devient le "principe infernal" dont, malgré les attaques généreuses de Ruskin (4), la science économique moderne s'est paisiblement emparée pour le développer, le commenter, le formaliser. Or ce principe est absurde. Etre vivant parmi d'autres êtres vivants, l'homme fait partie d'écosystèmes complexes qu'il détériore à ses risques et périls. Le désordre et le désastre où nous a conduits l'anthropocentrisme économique se lisent dans la situation actuelle des mers, des forêts et des villes, autant que dans l'histoire de l'agriculture française depuis 40 ans. Ce désordre se traduit aussi, plus généralement, par la désarticulation des valeurs dont certains font semblant de s'accommoder mais qui, à proprement parler, est en train de déboussoler l'humanité.

Peut-être parce qu'il fait partie d'un roman (5), l'essai dans lequel l'écrivain autrichien Hermann Broch expose cette question essentielle n'est pas assez lu. Ce texte jette pourtant sur l'histoire contemporaine une lumière irremplaçable et inquiétante. Il montre que la perte de vue du point vers lequel devrait tendre toute chaîne de questions ôte d'un seul coup la possibilité de rattacher à une valeur centrale les différents secteurs de valeurs. Livrés à eux-mêmes, élevés à l'absolu, ceux-ci se séparent et se parallélisent. "L'art pour l'art", "les affaires sont les affaires", "on n'arrête pas le progrès", "la guerre totale", autant d'expressions courantes qui témoignent de ce catastrophique émiettement des principes de conduite, de cette "autonomie déchaînée" à la poursuite de records contradictoires :

(3) Ethique, chap. 26 de l'appendice de la IVème Partie

(4) Dans *Unto this last*.

(5) *Les Somnambules*, publié pour la première fois en 1931.

Malédiction, quand dans cette rivalité entre départements de valeurs dont les forces s'équilibrent tant bien que mal, l'un d'entre eux reçoit la prépondérance... L'homme n'aura plus d'autre ressource que d'accepter le joug de la valeur particulière qui est devenue sa profession (Broch 1982 . II, 132-133).

Il est devenu peu douteux aujourd'hui que le primat d'une vision économique à court terme (6) et l'asservissement aveugle au soi-disant progrès technique nous ont précipités dans une impasse. Or ce phénomène sort pour ainsi dire du champ de vision de la science économique. Et pour cause ! Quand elle se dit macro-économie, la science se fait mécanicienne et administrative, elle manipule des grandeurs fictives fabriquées selon des critères politiques. Elle demeure congénitalement incapable de reconnaître que l'ensemble mineur, et abusivement autonomisé, des activités de production, distribution et consommation, ne se sépare pas d'un système naturel dont les propriétés ne suffisent plus à réparer nos déprédations. Tragique régression par rapport à ce que savaient les anciens :

Représente-toi sans cesse le monde comme un être unique. Considère comment tout contribue à la cause de tout, et de quelle façon les choses sont tissées et enroulées ensemble. De même que sont coharmoneusement ordonnées les choses qui sont, les choses qui naissent manifestent non une simple succession mais un admirable apparentement (Marc-Aurèle 1951 : 72-73).

II

Des fondements si mal assurés incitent à une grande modestie. Sans attendre la construction d'une science du développement, pourtant bien nécessaire, que paraît-il possible de faire aujourd'hui ?

Paradoxalement, la démystification de l'économie du développement nous laisse les mains libres pour pratiquer discrètement le mélange des genres dont je parlais plus haut. En particulier dans la recherche africaniste, qui a si longtemps ignoré les limites des chasses gardées. Donnons-en deux exemples : les échanges intérieurs (entrant dans ce qu'on appelle aujourd'hui le secteur non enregistré), les transformations de l'agriculture.

(6) Y en a-t-il une autre ? Relisons ce que dit Braudel sur les économistes "prisonniers de l'actualité la plus courte... Toute la pensée économique est coincée par cette restriction temporelle... L'économiste a pris l'habitude de courir au service de l'actuel, au service des gouvernements" (Braudel 1984 : 57).

a) Echanges intérieurs africains.

La question est très étudiée, mais parmi une foule de travaux d'intérêt inégal (7) une enquête récente mérite de retenir l'attention. Elle porte sur les échanges marchands dans le Bassin Tchadien (8) et nous rappelle opportunément que si l'Afrique est en crise, elle n'est pas tombée dans l'assoupissement. Que voyons-nous dans cette région étoilée de frontières qui se concentrent vers un lac débordant il y a 25 ans, quasi asséché aujourd'hui ? Des paysans, des éleveurs, des pêcheurs, des commerçants, des transporteurs qui non seulement semblent ignorer la division en pays différents, mais qui, mal encadrés par des fonctionnaires très conciliants, tirent délibérément parti des disparités politiques et administratives pour trafiquer davantage et avec un plus grand profit. Comment ne pas se rappeler, devant un tel spectacle, une formule-choc de J.F. Bayart : "Au guignol, les marionnettes tirent souvent les fils " (9) N'est-ce pas ce qu'on observe dans cette région d'accès difficile, où se confirme la forte intégration d'un espace cohérent, rebelle aux découpages officiels et aux cadrages comptables ? Cet espace, où pullulent les marchés nés à diverses époques, où l'administration moderne se superpose lointainement aux chefferies, aux sultanats, aux lamidats, constitue d'une certaine façon une zone de libre-échange. Que de complications cependant ! Voici des Offices Céréaliers apparemment obsédés par le souci de l'auto-suffisance alimentaire, qui opèrent mollement dans un ensemble plurinationnel où des mécanismes spontanés d'arbitrage sont sans cesse à l'oeuvre. Voici des pouvoirs publics qui ne se font pas faute de gêner leurs administrés en taxant tout ce qui bouge, par exemple les habitants de N'djamena franchissant le Chari pour s'approvisionner au Cameroun. Qu'à cela ne tienne, les grands commerçants récupèrent le trafic et la fraude se disperse sur 200 km de fleuve...(10). Voici l'O.U.A. qui trace innocemment des itinéraires destinés à "faciliter le passage du bétail tchadien à travers le territoire camerounais". Bien entendu, les pasteurs passent ailleurs, là où cela leur convient. Inutiles, les pouvoirs publics et les administrations ? Que non pas ! Le Nigéria dévalue sa monnaie et s'empare ainsi d'un avantage comparatif de plus. Résultat : ce pays se met à exporter au Cameroun des produits vivriers, en particulier des tubercules devenus aussi bon marché que le riz asiatique. Une véritable inversion des flux commerciaux s'est produite, péripétie conforme aux théorèmes des manuels. Le changement ne semble

(7) Ou ne constituant qu'une introduction bien superficielle au sujet. Voir par exemple Mac Gaffey 1990.

(8) Harre, Igue, Arditi 1990.

(9) Bayart 1989 : 49.

(10) Henry David Thoreau avait vu juste, dans son fameux essai "On civil desobedience" paru en 1849 : " Si les échanges et le commerce n'avaient pas l'élasticité du caoutchouc, ils ne parviendraient jamais à rebondir sur les obstacles que les législateurs ne cessent de mettre sur leur chemin. Si l'on devait juger ces législateurs uniquement par l'effet de leurs actions et non -en partie- d'après leurs intentions, il faudrait les classer et les punir avec les malfaiteurs qui obstruent les voies de chemin de fer" (Thoreau 1950 : 636).

guère poser de problèmes aux opérateurs, pourtant bien éloignés semble-t-il de l'économie moderne. Ne nous y trompons pas. Les marchés sont peuplés de changeurs efficaces, une Bourse informelle règle les cours sans téléscripteurs. En fait, le fonctionnement de ces flux commerciaux frénétiques se base à la fois sur les bonnes vieilles complémentarités forêt - savane (poisson et viande contre noix de kola) mais aussi sur les disparités créées de toutes pièces par des processus et des rythmes de développement différents. Le Nigéria industrialisé exporte des produits manufacturés et importe des produits primaires fournis par ses voisins : riz camerounais, bétail et poisson tchadiens. Des options économiques bizarres mais nullement dépourvues d'impact modèlent la consistance et l'orientation des échanges. Il y a eu le projet SEMRY au Cameroun où les essais de production de blé dans les polders du lac. Il y a eu aussi la déraisonnable politique agricole du Nigéria, qui a creusé le déficit alimentaire du pays et créé ou renforcé un puissant appel d'air pour les produits vivriers des pays voisins. Jusqu'au moment où la dévaluation du naira a modifié partiellement les données du problème...

L'impression d'ensemble est celle d'une vitalité effrénée, d'une prodigieuse capacité d'invention, d'adaptation, d'utilisation des données écologiques et économiques. Un composé improbable prend forme peu à peu. Quand on cherche à le saisir, les outils de l'analyse courante s'émoussent et tombent des mains. Diverses sources, camerounaises ou autres, font semblant d'établir à propos des importations et réexportations de riz des séries statistiques loufoques. La dénomination ethnique, si commode à première vue, se heurte au fait que des non-Hausa ayant émigré au Tchad s'intègrent volontiers aux Hausa, mais depuis peu les Hausa d'Abéché préfèrent se déclarer arabes. Tout cela fait désordre...

Tout cela, aussi et surtout, est suprêmement intéressant. Logique de reproduction sociale et logique de marché, disjointes d'habitude, s'entremêlent et s'épaulent dans une dynamique désinvoltée qui parvient à rebondir tant bien que mal sur les caprices de la nature, l'augmentation de la population, l'aveuglement des technocrates et les erreurs de politique économique. Nous voudrions en savoir davantage, lire enfin dans le texte cette Afrique énigmatique et triomphante, mais ici naît une grave difficulté. La recherche, apparemment, ne se donne pas les moyens de suivre le mouvement, et les auteurs de l'étude que j'examine notent que l'abondante bibliographie des années 60 n'a pas été actualisée (11). Il ne s'agit pas de refaire, dans des conditions qui ont beaucoup changé, les enquêtes réalisées autrefois par le BDPA, l'ORSTOM, le CTFT et d'autres organismes, mais il faudrait savoir s'adapter à la complexité de l'objet par une certaine souplesse, une forte décentralisation, une mobilité maximum des investigations. Par une longue présence des observateurs également. Or on a plutôt tendance aujourd'hui à ne financer que deux catégories d'opérations : soit de brèves missions dont le succès repose, comme dans le cas présenté ici, sur l'expérience de spécia-

(11) Harre, Igue, Arditi 1990 : 47, 54.

listes difficiles à trouver, soit des entreprises d'une extrême lourdeur, dont la rigidité ne convient pas au milieu étudié. Ces deux types d'intervention sont utiles sans doute, mais il manque un échelon intermédiaire, dont les modalités concrètes sont faciles à imaginer. Ce n'est pas de technique savante que nous avons besoin en ce domaine, mais d'une maîtrise consciente des "multiples et complexes interférences entre la civilisation observée et celle de l'observateur" (12). Sous les yeux des comptables effarés, une certaine Afrique est en train d'inventer des cheminements hétérodoxes vers je ne sais quelle dissidence narquoise. Intérioriser ce devenir inattendu pour passer d'une impression pleinement assumée à une expression rigoureuse, voilà le défi lancé à la recherche par le secteur non enregistré dans l'Afrique d'aujourd'hui.

b) Transformations de l'agriculture.

L'agriculture ne sollicite pas moins notre attention. Il ne suffit pas, ici, de répéter que la population augmente deux fois plus vite en Afrique que les productions végétales de base, ou que le continent noir perd des parts sur le marché des exportations agricoles alors que ses propres importations de céréales augmentent de 5 % par an, ou encore que 5 % seulement des superficies cultivées en Nigéria sont irriguées, contre 28 % en Indonésie. Nous voulons connaître la raison de ces effets, ne serait-ce que pour contribuer à faire apparaître, le plus tôt possible, des effets préférables.

Pour cela, il nous faut d'abord des données sûres. Partout, on a du mal à décrire les activités agricoles, dispersées par définition sur des espaces étendus. En Afrique, après des décennies d'efforts, on en est encore à se demander s'il ne vaudrait pas mieux, dans certains cas au moins, estimer la production à partir des déclarations des exploitants plutôt qu'en recourant à la technique canonique des carrés de rendement (Scott, Marchant, Verma 1989). Que de déconvenues derrière un tel aveu !

Même sûres, les données ne servent de rien si un schéma théorique approprié ne vient pas leur conférer du sens. Approprié : cela veut dire assorti aux données, propre à les faire entrer dans une représentation cohérente du phénomène ou du processus étudié, conforme par conséquent à leur nature et à leurs virtualités, né d'elles en quelque sorte.

On l'a bien vu, justement, dans le cas des agricultures africaines. La mise en ordre des données qui les concernent exige un schéma plus complexe qu'on n'avait cru tout d'abord. Rajeunie, l'hypothèse d'E. Boserup sur l'intensification rend toujours de grands services, à condition qu'on la rapproche de la théorie de l'innovation (Lele, Stone 1988). Toutefois, ce rapprochement n'est possible et fructueux que dans une certaine représentation du système productif agricole. Tel est, semble-t-il, l'enseignement d'un certain

(12) Balandier 1962 : 19.

nombre d'enquêtes récentes (Cahiers des Sciences Humaines, ORSTOM, 1987, n° 3-4 et 1988, n° 1).

L'examen de ces travaux démontre d'abord que la réflexion économique ne dispense pas d'approches plus compréhensives. L'essentiel de l'intensification, c'est assurément une combinaison productive utilisant relativement plus de travail, plus de consommations intermédiaires, plus de capital d'exploitation pour une surface cultivée qu'on ne peut plus étendre, en raison notamment de la disparition des jachères. Mais l'intensification, pour l'anthropologue, c'est aussi l'entrée dans le marché des intrants et des produits, l'appropriation privative des terres, l'individualisme économique, le salariat (Raynaut 1989). Dans le même ordre d'idées, la stylisation opérée par l'analyse économique débouche sur une volonté de classer et de trancher qui s'accorde parfois assez mal avec les nuances patiemment enregistrées par le géographe. Ainsi Guillot (1973 : 116), étudiant les structures agraires du plateau koukouya, au Congo, découvre un mode d'adaptation de l'homme à l'espace qui participe à la fois de l'extensif et de l'intensif. Le recours à la jachère, la fertilisation par écobuage ou par engrais vert, la présence d'une vaste zone stérilisée par le bétail, la main-d'oeuvre entièrement féminine, sont considérés comme des caractéristiques d'une agriculture extensive. En revanche les successions culturales définies et les rotations régulières, le parcellaire ordonné, les droits d'usage durables sur le sol, la répartition précise du territoire entre groupes familiaux, la forte dépense de travail par unité de surface cultivée, sont plutôt des signes d'intensification, ou en tout cas d'un "début de prise en main du milieu par une communauté". Ailleurs, les systèmes intensifs, générateurs de densités démographiques élevées et reposant sur une forte cohésion sociale, apparaissent empiriquement comme laissant peu de place à des maladies comme l'onchocercose (Hervouet 1990). On voit dès lors à quel point la notion d'intensité agricole, strictement économique au départ, se diversifie et se prolonge dans plusieurs directions, toutes importantes. Tout cela rappelle, s'il en était besoin, qu'en matière de recherche ruraliste mais sans doute aussi dans d'autres domaines, le professionnalisme et la technicité (pour employer le jargon actuel) ne se trouvent pas seulement du côté de la quantification, de l'abstraction mathématique et de la modélisation. Savoir juger de l'intensification d'un système de production agricole en observant sur le terrain l'état des parcelles et les façons culturales exige une virtuosité qui en vaut bien d'autres. Il est plus facile et moins risqué de manier l'extrapolation statistique que de mobiliser toutes les ressources de l'intuition et de l'expérience pour identifier et énoncer, à partir d'observations localisées, des régularités valables pour une région et une période. Enfin l'écriture de quelques pages de prose française constitue une manière de modélisation moins ostentatoire mais tout aussi scientifique que certaines formulations ésotériques.

Il est juste cependant d'ajouter, pour terminer, que les innovations constatées dans les agricultures africaines deviennent plus intelligibles lorsqu'on recourt à un minimum de conceptualisation économique. Ainsi, la

distinction effectuée par R. Badouin (1985) entre systèmes de culture, de production et d'exploitation permet aisément de se rendre compte que, sauf exception, l'agriculture au sud du Sahara n'est pas encore entrée dans la voie de l'intensification assortie d'innovations. Les changements - ils ont été innombrables - n'ont affecté le plus souvent que la combinaison des spéculations retenues par l'agriculteur, c'est-à-dire le système de culture, en donnant lieu assez fréquemment à une forte extension des surfaces cultivées. Exemple-type : au Sénégal, l'introduction de l'arachide, vers la fin du XIX^{ème} siècle, dans des systèmes de culture avant tout céréaliers, et l'expansion postérieure de ce que l'on appelé le Bassin Arachidier, sans modification sensible (13) de la combinaison productive (système de production), sans intensification et par conséquent sans augmentation des rendements. Pour simple qu'elle soit, cette mise au point suffit à dissiper en grande partie la confusion qui affecte les jugements portés sur le passé récent des agricultures africaines. Il s'agit bien, répétons-le, d'une mise au point de type **économique**, isolant et désignant ce qui, dans un faisceau de changements inter - dépendants, s'analyse et s'interprète en termes de proportions de facteurs de production. Quand elle oublie les présupposés de l'utilitarisme anthropocentrique, la logique économique élémentaire peut contribuer à donner un peu plus de sens aux matériaux irremplaçables fournis par les disciplines d'observation et d'intuition. "Considère fermement avec ton esprit, dit Parménide, aussi bien ce qui échappe à ta vue que ce qui lui est soumis" (Voilquin 1964 : 93).

*

**

Alain trouvait difficile de dire ce que sont les bons romans, mais il n'avait aucune peine à reconnaître les mauvais : ils sont tous du même modèle, ce sont des objets qui portent la marque du moule. Sur ce point au moins, la recherche se rapproche de la littérature. Quand elles trahissent trop clairement le moule académique dont elles sortent, les enquêtes ne nous apprennent pas grand'chose. Pire, elles ennuient. Toute bonne recherche dévoile un monde imprévisible, que seul un certain mépris des usages et des langages convenus a permis d'entrevoir. Heureuse transgression, qu'on aimerait plus fréquente !

(13) Jusqu'aux années qui ont suivi l'indépendance (1960).

BIBLIOGRAPHIE

BADOUIN R. - 1985 - Le développement agricole en Afrique Tropicale. Paris, Cujas, 320 p.

BALANDIER G. - 1962 - Afrique ambiguë. Paris, UGE, 10/18, 312 p.

BAYART J.F. - 1989 - L'Etat en Afrique. La politique du ventre. Paris, Fayard, 439 p.

BERGSON H. - 1983 - L'évolution créatrice. Paris, PUF, 372 p.

BOSERUP E. - 1970 - Evolution agraire et pression démographique. Paris, Flammarion, 218 p.

BRAUDEL F. - 1984 - Ecrits sur l'Histoire. Paris, Flammarion, Coll. "Champs".

BROCH H. - 1982 - Les somnambules, Paris, Gallimard, 2 vol. 387 et 372 p.

Cahiers des Sciences Humaines, ORSTOM, 1987, n° 3-4 et 1988, n° 1.

CHAMBERS R. - 1990 - Développement rural. La pauvreté cachée. Paris, Karthala, CTA, 374 p.

COUTY Ph. - 1987 - Développement autonome et compensation. Etudes Rurales (ER), n° 105-106, p. 299-313.

GUILLOT B. - 1973 - La Terre Enkou. Recherches sur les structures agraires du plateau Koukouya. Paris, ORSTOM, Atlas des structures agraires n° 8, 126 p.

HARRE D., IGUE J., ARDITI Cl., avec la coll. de AFOUDA S. et GONSALLO G. - 1990 - Les échanges marchands entre le Tchad, le Nord Nigéria et le Nord Cameroun.- Paris, Club du Sahel, Min. Coop. et CILSS, 100 p. multigr.

HERVOUET J.P. - 1990 - Les bases du mythe du dépeuplement des vallées soudaniennes par l'onchocercose. Exposé du 6 avril 1990 au Séminaire "Dynamique des systèmes agraires", Laboratoire de Sociologie et Géographie Africaines, EHESS.

HUGON Ph. - 1989 - Economie du Développement. Paris, Mementos Dalloz, 156 p.

LELE U. et STONE St. - 1988 - Pression démographique, environnement et intensification agricole : modifications apportées à l'hypothèse de Boserup. Banque Mondiale, MADIA, 126 p.

MC GAFFEY J. - 1990 - Smugglers and other illegal traders : coping with Africa's economic crises. Brucknell Univ., Dept. of Sociology and Anthropology, Lewisburg, Pa., 21 p. multigr.

MARC - AURELE - 1951 - Pensées pour moi-même. Paris, Classiques Garnier, 298 p.

MICHELSTAEDTER C. - 1982 - La persuasion et la rhétorique. Paris, Editions de l'Eclat, 204 p.

RAYNAUT Cl. - 1989 - La culture irriguée en pays haoussa nigérien. Aspects historiques, sociaux et techniques. Etudes Rurales (ER), n° 115-116, p. 105-128.

SCOTT Ch., MARCHANT T. et VERMA V. - 1989 - Expériences de l'évaluation de la production agricole en Afrique. Paris, INSEE, Actes du Séminaire sur l'adéquation entre la production et la demande de données statistiques dans les pays en développement. Lomé, 11-17 octobre 1989, Tome 2, p. 450-480.

SEN A. - 1988 - The concept of development. in : Chenery H. et Srinivasan T.N. eds. : Handbook of Development Economics, Vol. 1, Chap. 1, p. 10-26. Amsterdam, N. York, Oxford, Tokyo, North Holland.

THOREAU H.D. - 1950 - Walden and other writings. New York, Random House, Modern Library, 732 p.

VOILQUIN J. - 1964 - Les penseurs grecs avant Socrate, de Thalès de Milet à Prodicos. Paris, Garnier-Flammarion, 247 p.